



Lundi 12 février 2001, Schlumberger a annoncé officiellement son OPA sur Sema. La direction de Sema a accepté l'offre de Schlumberger. Il est probable que les actionnaires acceptent l'offre en apportant leurs actions. Cela devrait être le cas des gros actionnaires : BNP-Paribas (5,5%) et France Telecom (17,1 %), ce dernier étant à la recherche de liquidités pour financer ses licences UMTS.

Le prix que devrait payer Schlumberger est annoncé à 8,90 €. Rappelons que le cours le plus bas de l'action, sur les 14 derniers mois, se situait à 4 € et que le cours le plus haut se situait à 30,9 €. L'épisode boursier devrait se clore ainsi.

Sema s'est construit en rachetant des sociétés. Il y a quelques mois encore, Sema faisait partie de ce que les « analystes » appellent les « majors » des SSII. Le faux pas de LHS l'a fait passer de chasseur à gibier, ce qu'un titre de la presse résumait parfaitement «Valse des prédateurs autour de Sema Group».

Les analystes boursiers oublient trop souvent que la valeur de l'action est liée aux capacités de production. Du point de vue du maintien de ces capacités, les intentions de Schlumberger laissent interrogatifs. Sachant que le métier de Schlumberger n'est pas le service informatique, **quelle est la cohérence industrielle de cette prise de contrôle** financière ?

La déclaration d'Euan BAIRD, Pdg de Schlumberger, du lundi 11 février : « *Nous n'avons actuellement (NDR, c'est nous qui soulignons) aucune intention de vendre des divisions de Sema* » n'apporte aucune réponse.

Nous sommes particulièrement interrogatifs notamment sur l'activité d'infogérance qui, rappelons-le, représentait 44% de l'activité du groupe au 1^{er} semestre 2000.

Il est aussi de notre devoir de rappeler que notre activité est à forte composante de main d'œuvre et que c'est cette dernière qui assure la production de la richesse de la société. Nous estimons que le personnel doit être informé des opérations en cours et réaffirmons notre volonté de ne voir aucun emploi menacé.

En tant qu'organisation syndicale, **nous avons demandé à être reçu par le Président de la société** et nous invitons toutes les organisations syndicales à se joindre à nous dans cette démarche.

N'hésitez pas à contacter un élu CGT pour toute question, problème, interprétation...

Pour recevoir ce bulletin via mail ou pour adhérer

Mail : cgtsgo@wanadoo.fr